

JANVIER 2007 - n°51

Dans le cadre de son programme **Médias pluralistes pour la paix et la démocratie en Afrique centrale**, l'Institut Panos Paris (IPP) publie depuis juillet 2002, **Africentr@lemédias**, une lettre d'information sur l'actualité du pluralisme des médias en Afrique Centrale.

Après trois ans et demi d'existence, *Africentr@lemédias*, votre rendez-vous mensuel sur l'actualité des médias d'Afrique centrale **se modernise** et vous propose de **nouvelles rubriques**.

Sommaire

1. Edito

> **Africentr@lemédias se modernise**

2. Nouveautés

> **Cameroun** : *Equinoxe télévision* (Etv) lance ses programmes

> **Cameroun** : Un magazine économique, *Ecomag*, voit le jour

> **Cameroun** : Une tribune pour Douala

> **Cameroun** : De nouveaux *Repères*

> **Tchad** : *Kaar Uba*, une nouvelle radio associative à Moundou

> **Tchad** : *Arc-en-ciel* démarre ses émissions à N'Djaména

3. Focus

> **RDC** : Les leçons de la couverture médiatique des élections

4. Vie des médias

> **Burundi** : Tenue à Bujumbura de la seconde Assemblée Générale de l'OMAC

> **RDC** : *Radio Maendeleo* forme quarante-cinq producteurs extérieurs

> **Burundi** : Libération des journalistes emprisonnés

> **Grands Lacs** : *Regards croisés* : une émission régionale pour un dialogue renouvelé

> **Tchad** : Les médias privés sous la censure depuis plus de deux mois

5. @ découvrir, à lire

> **Afrique centrale** : Site internet : *Radio for peacebuilding* édite de nouveaux guides

> **RDC** : Publication : La revue du droit congolais des médias présentée à Kinshasa

6. Agenda

> **Afrique** : Un prix pour le journalisme d'enquête

> **Afrique** : L'Open Society Institute cherche un rédacteur d'étude

> **Kenya** : Sessions de formation à *Radio Waumini* proposées à tous les journalistes africains

> **Rwanda** : Projet de renforcement des capacités des journalistes

7. Les nouvelles de l'Institut Panos Paris

> **Burundi** : Rencontre des associations des femmes des médias des Grands Lacs

> **Burundi** : Atelier thématique de formation et de sensibilisation des journalistes sur le VIH/SIDA

> **Grands Lacs** : Besoin de collaboration entre journalistes

> **Grands Lacs** : Des envoyés très spéciaux à Nairobi

> **RDC** : Atelier de reportages conjoints dans les camps des déplacés de guerre

Edito

> Africentr@lemédias se modernise

Après trois ans et demi d'existence, *Africentr@lemédias*, votre rendez-vous mensuel sur l'actualité des médias d'Afrique centrale se modernise !

Pour commencer l'année 2007, nous vous proposons un nouveau sommaire et de nouvelles rubriques, alternant dépêches d'information courtes – **Nouveautés & Agenda** – et articles plus longs – **Vie des médias** – rédigés par notre équipe de dix-neuf correspondants.

Chaque mois, la rubrique **Focus** met en lumière un sujet à portée nationale ou régionale : le traitement médiatique des élections en RDC, l'attribution de la carte de presse, les aides publiques aux médias... ; et propose une réflexion approfondie et nourrie de portraits, d'analyses ou d'interviews.

La rubrique **@ découvrir, à lire**, vous permet d'aller à la découverte de sites Internet et d'ouvrages d'intérêt sur les médias et leur environnement.

Les nouvelles de l'Institut Panos Paris vous donnent l'occasion de suivre l'avancée de nos activités et de nos projets, et d'en percevoir le dynamisme. Nous ne manquerons pas non plus d'annoncer nos ateliers, tables rondes et publications à venir...

Enfin, une dernière nouveauté pour Africentr@lemédias : sa collaboration rédactionnelle avec l'équipe belge de l'Agence de presse Infosud, spécialisée dans les problématiques Nord/Sud et le développement.

Nous espérons que cette coopération apporte également une nouvelle énergie à votre newsletter.

Très bonne année 2007 à tous

L'équipe d'Africentr@lemédias

2. Nouveautés

> Cameroun : Equinoxe télévision (Etv) lance ses programmes

Etv, la dernière-née des chaînes de télévision camerounaises, a officiellement lancé sa grille des programmes le lundi 18 décembre dernier. Cette chaîne généraliste émet 24h/24 depuis environ neuf mois et a son siège à Douala. Elle fait partie du groupe de Séverin Tchounkeu qui comprend déjà le quotidien *La Nouvelle Expression* et *Radio Equinoxe*.

/ JC / IPP /

> Cameroun : Un magazine économique intitulé *Ecomag* voit le jour

Ecomag est le nom du tout nouveau magazine économique camerounais dont le premier numéro a paru en novembre 2006. Entièrement imprimé en quadrichromie sur papier glacé, ce mensuel coûte 2500 Fcfa (3,84 euros).

Contact

Ecomag

Courriel : j.ecomag@ecomag.fr

Site web : www.ecomag.fr

/ JC / IPP /

> Cameroun : Une tribune pour Douala

L'ex-journaliste d'« *Aitv* », Jean Vincent Tchienehom, a lancé en octobre 2006 un journal intitulé *Le Quotidien de Douala*. Cette gazette qui pour l'instant paraît tous les lundis ne donne que les nouvelles de cette ville, la plus grande du Cameroun. Il coûte 200 Fcfa l'exemplaire (0,32 euro).

Contact

Courriel : lequotidiendedouala@gmail.com

/ JC / IPP /

> Cameroun : De nouveaux *Repères*

Un nouvel hebdomadaire a fait son apparition dans l'univers médiatique camerounais le 3 janvier 2007. Il s'appelle *Repères* et a pour slogan « L'information d'abord ». Vendu à 500 Fcfa (0,80 euro), il a pour directeur de publication Richard Touna, transfuge de *Le Messenger*.

Contact

Repères

Courriel : reperes@yahoo.fr

Site web : www.reperes-cm.com

/ JC / IPP /

> Tchad : *Kaar Uba*, une nouvelle radio associative à Moundou

Kaar Uba (Soleil en langue ngambaye) a été inaugurée le 15 décembre 2006 à Moundou. Cette nouvelle radio associative a pour objectif d'informer et de sensibiliser les populations du bassin pétrolier de Doba sur les activités des compagnies pétrolières, la protection de leur environnement et les questions économiques liées à l'exploitation du pétrole. Cette radio est lancée par le Groupe alternatif de recherche et de monitoring pour le projet pétrole Tchad Cameroun (GRAMP/TC), une ong tchadienne. *Kaar Uba* est la seconde radio privée implantée à Moundou, après *Duji Lokaar*, une station communautaire de l'Eglise catholique. Elle émet en français, ngambaye et arabe local en FM sur 95 KHZ.

Contact

Kaar Uba

Tél. +235 69 15 40

/ LG / IPP /

> Tchad : *Arc-en-ciel* démarre ses émissions à N'Djaména

Le 23 décembre 2006 ont été lancés officiellement les programmes de la radio *Arc-en-ciel*, une radio d'informations générales au service du développement qui émet en FM sur 107.7 KHZ. *Arc-en-ciel* est composante du centre multimédia du diocèse de N'Djaména. Elle est dirigée par l'ancien président du HCC, Emmanuel Touadé.

/ LG / IPP /

2. Focus

> RDC : Les leçons de la couverture médiatique des élections

Tirer la couverture à soi

Le processus électoral en République démocratique du Congo a constitué un test pour les médias. Certains s'en sont bien tirés, d'autres pas du tout. Quelles leçons en retenir ailleurs, pour d'autres situations semblables ?

« 8 sur 10 » : c'est la cotation que Polydor Muboyayi, président de l'Observatoire des Médias congolais (Omec) attribue à la manière dont les journalistes de presse écrite ont couvert le processus électoral dans ce pays. Le bilan est plus sévère pour le secteur audio-visuel, qui ne mérite que « moins que la moitié ». Un échec, donc, qui cache à la fois des attitudes peu compatibles avec le journalisme de qualité et d'autres, novatrices et positives, qui peuvent servir de leçons.

Dans un **rapport*** publié en décembre, Journalistes en Danger, une organisation de défense de la liberté de la presse, tente un bilan. Avec du positif, incontestablement : JED évoque « le travail immense accompli par la majorité des médias à travers le pays » et affirme que « les médias congolais ont essayé de jouer les rôles qu'on attendait d'eux ». Et de citer par exemple la synergie entre radios réalisée par le Réseau des radios et télécommunications de l'Est du Congo.

Ce que confirme Modeste Mutinga, président de la Haute Autorité des médias, instance de régulation du secteur, qui souligne que « compte tenu de l'étendue du pays et du nombre d'électeurs analphabètes, il y a eu une bonne sensibilisation et une éducation aux devoirs civiques de la part des médias, qui ont aussi joué leur rôle pour relever les points positifs et les irrégularités et abus et contribué à faire accepter les résultats. »

Mais à côté de ces réussites, certains médias sont aussi clairement sortis de leur rôle d'information, souligne JED, en devenant des instruments de propagande en faveur des principaux candidats à la présidence. L'information a été utilisée au service d'autres fins : « on a assisté à des abus de la liberté d'expression, (...) des manquements qui à un moment ont failli emporter le processus. »

Journalistes victimes, parfois consentantes

Pourtant, des précautions avaient été prises : l'Omec avait publié en 2005 un code de déontologie ; d'innombrables formations en tout genre ont eu lieu, dans tout le pays ; la Ham avait pour mission explicite d'encadrer, surveiller et le cas échéant sanctionner le travail des médias, à qui l'exigence de neutralité avait été clairement posée.

Les analyses convergent : l'explication de l'échec partiel est d'abord structurelle. Peut-on attendre d'une télévision qu'elle informe de façon neutre quand elle est privée et appartient à un candidat ou lorsqu'elle est publique et administrée par des proches d'un autre ? Ce qui repose la question de la différence entre un média d'Etat et un média de service public.

Structurelles aussi, les conditions matérielles de travail des journalistes, qui les rendent vulnérables aux pressions. « La condition sociale des journalistes fait que ceux-ci n'ont pas échappé aux tentations d'influence par l'argent et par des cadeaux de toute sorte, d'autant plus qu'en période électorale, ceux-ci se sont multipliés », explique Modeste Mutinga. Malgré tout, certains organes de presse s'en sont bien sortis, ce qui signifie que l'éthique intervient aussi, malgré les difficultés. « Certains, précise le président de la Ham, n'étaient pas conscients de leur rôle. »

Autre explication, relevée par les principaux concernés lors d'une (difficile) réunion de concertation entre les deux tours de la présidentielle : « la léthargie des structures chargées d'assurer l'autorégulation de la profession ». L'instance de régulation elle-même n'échappe pas à la critique de JED : ses sanctions auraient été « disproportionnées » et « ont souvent paru comme arbitraires », voire partiales.

La volonté ne suffit pas

S'ils reconnaissent unanimement qu'il y a eu des dérapages dans les propos et les images diffusés, les médias refusent d'être tous mis dans un "même sac". "La première responsabilité de ce qui est arrivé à Kinshasa incombe aux politiques, pas aux médias...", soutient Joseph Kasonga Tshilunde, secrétaire général de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), cité par l'agence Syfia Grands Lacs.

Après les événements violents du mois d'août 2006, qui ont fait 23 morts, selon le ministre congolais de l'Intérieur, la Monuc (Mission des Nations unies au Congo) et le CIAT (Comité international d'accompagnement de la transition) ont fait signer, sous l'égide de la Haute autorité des médias (HAM), un "acte d'engagement à respecter les règles d'éthique et de déontologie", par six chaînes de télévision, dont la télévision publique (RTNC), accusées de jeter de l'huile sur le feu. La Ham l'a aussi appliqué aux candidats en lice, précise Modeste Mutinga, les menaçant de supprimer l'accès aux médias.

Mais les engagements volontaires de ce type restent insuffisants aux yeux des responsables d'organisations des médias, qui

ont demandé la transformation de l'Omec et de la Commission de discipline de l'UNPC, en "tribunal des pairs" au sein de la profession, avec droit de sanctionner la moindre faute professionnelle. Une véritable commission de déontologie, qui devra trouver les moyens de se faire respecter, et qui serait bien utile ailleurs qu'en RDC.

* Ce rapport (le télécharger [ici >>](#)) contient notamment (p. 17) une sorte de bref pense-bête de ce qui est attendu des médias en période électorale.

/ AL / Infosud /

3 questions à Modeste Muntinga, président de la Haute autorité des Médias

Dans les défauts de la couverture du processus électoral, quelle est la part de responsabilité des journalistes eux-mêmes ?

Les journalistes étaient relativement bien préparés, parce qu'avec différents partenaires, il y a eu plusieurs sessions de formation dans le pays. Certains ont cependant montré une sorte d'inconscience de leur rôle, attisée par les gratifications en capital. Mais la plupart des dérapages et fautes ont été attribuées de façon abusive aux professionnels alors que l'origine des messages répréhensibles se situe dans le monde politique.

Que peuvent en tirer des journalistes d'autres pays amenés à couvrir un processus électoral ?

Que les codes de déontologie et les règles d'éthique doivent être le bréviaire des journalistes durant une telle période, et qu'il est nécessaire d'avoir des mécanismes et des organes de régulation et d'autorégulation efficaces.

Précisément, la Ham, que vous avez présidée, a-t-elle été efficace ?

Je crois que oui. D'une part, elle a surveillé les pratiques et dénoncé celles qui ne convenaient pas, en prenant des sanctions. D'autre part, elle a en permanence balisé le terrain. Par exemple, elle a proposé une directive à la Cour suprême, qui a accepté, pour autoriser un embargo sur les messages de nature à perturber le calme et la tenue correcte de la campagne. Nous avons aussi élaboré un code d'engagement à signer par les médias rappelant les règles de déontologie et d'éthique. Après le premier tour, nous l'avons aussi fait signer par les deux candidats.

/ AL / Infosud /

4. Vie des médias

> Tenue à Bujumbura de la deuxième assemblée générale de l'OMAC

Du 11 au 12 décembre 2006, s'est tenue à Bujumbura la 2ème Assemblée générale de l'organisation des médias d'Afrique centrale (OMAC). Ont pris part à cette rencontre des journalistes en provenance du Cameroun, du Congo, de la République Démocratique du Congo, de la République Centrafricaine, du Rwanda, du Tchad et du Burundi.

Une conférence sur « les mécanismes d'aide publique aux médias d'Afrique Centrale » s'est déroulée le premier jour. Les participants ont estimé qu'il fallait privilégier l'aide indirecte et surtout collective, car l'aide directe et individuelle comporte des risques de discrimination et d'aliénation. Puis, le rapport d'activités du secrétaire général sortant, M. Cyprien Ndikumana a été présenté, de même que le rapport d'évaluation de l'organisation.

Dans leurs résolutions et recommandations, les participants à la rencontre de Bujumbura ont souhaité que l'OMAC soit réorganisée aussi bien au niveau institutionnel qu'au niveau du renforcement de ses programmes. Pour y parvenir, un « point focal » a été désigné dans chaque pays présent dans l'OMAC. Les participants ont également procédé à la nomination de trois personnes qui vont piloter une transition de huit mois. Ces trois personnes sont le Burundais Jean-Jacques Ntamagara, secrétaire général, qui sera assisté de Pius Njawa du Cameroun et de Chérubin Magba-Totama de la République Centrafricaine.

Parmi les projets de l'Omac à renforcer, les participants ont retenu le réseau régional d'alerte animé par Journalistes en danger (JED), qui a profité de l'AG de l'Omac pour présenter son troisième rapport sur l'Etat de la liberté de la presse en Afrique centrale.

Contacts

Organisation des médias d'Afrique centrale (Omac)

Jean-Jacques Ntamagara, secrétaire général

Courriel : ntajj@yahoo.fr

Journalistes en danger (JED), Bertin

Site web : <http://www.jed-afrique.org/rapports.php>

/ ET / IPP /

> Burundi : Libération des journalistes emprisonnés

Le tribunal de grande instance de Bujumbura a acquitté le 3 janvier trois journalistes de la presse privée détenus depuis la fin de novembre 2006. Domitille Kiramvu et Serge Nibizi de la *Radio publique africaine* étaient accusés d'avoir diffusé une information en phase pré-juridictionnelle. Quant à Mathias Manirakiza, directeur de la radio privée *Isanganiro*, il lui était reproché d'avoir laissé sa radio diffuser une information de nature à « porter atteinte à la sécurité publique ».

Tout au long de leur détention, leurs avocats conseils n'ont cessé de démontrer que les accusations du substitut du procureur

de la République en mairie de Bujumbura ne reposaient sur aucune preuve palpable. Ce qui n'avait pas empêché le ministère public de prononcer un sévère réquisitoire, le 14 décembre 2006.

La décision prise par le tribunal de grande instance a agréablement surpris les associations des professionnels des médias. Mais le président de l'Association burundaise des journalistes (Abj), Gérard Nzohabona, a réclamé que la justice burundaise donne des éclaircissements sur les « véritables » raisons qui ont poussé les trois journalistes à être privés de leur liberté pour une si longue période. Sans cela, a-t-il dit, les professionnels des médias ne pourront pas exercer leur métier en toute tranquillité.

/ ET / IPP /

> RDC : Radio Maendeleo forme quarante-cinq producteurs

Radio Maendeleo a organisé, à Bukavu, du 19 au 21 décembre dernier, une session de formation destinée à quarante-cinq producteurs extérieurs. Le programme de formation comportait six modules : Comment produire et structurer un magazine, Notion du public cible et techniques relatives, Techniques du reportage radiophonique, Langage et écriture radiophonique, Techniques de prise de son, Ethique et déontologie des médias.

Les cours, dispensés dans la matinée, étaient suivis par des exercices pratiques l'après-midi. Ils étaient développés par Kamengele Omba et Pierre Célestin Mumbu, respectivement chef des programmes de Radio Maendeleo et enseignant en communication à l'Institut supérieur de développement rural à Bukavu.

/ DM / IPP /

> Tchad : Les médias privés tchadiens sous la censure depuis plus de deux mois

Le 13 novembre 2006, le gouvernement tchadien a instauré « la censure préalable pour les journaux privés » et interdit « le traitement par les radios des questions pouvant porter atteinte à l'ordre public, à l'unité nationale, à l'intégrité du territoire et au respect des institutions républicaines ». Ces mesures prises contre les médias privés « s'expliquent par le fait que les mises en garde répétées du gouvernement et toutes les recommandations du haut Conseil de la Communication (HCC, organe régulateur des médias) sont foulées au pied », selon le décret 1014 du 13 novembre 2006 instituant l'état d'urgence dans six régions du Tchad et la censure contre les médias privés nationaux.

Depuis l'entrée en vigueur de ces mesures, toute information jugée sensible par le gouvernement est écartée, à commencer par celles sur la crise politico-militaire que vit le Tchad dans sa partie Est.

L'association des éditeurs de la presse privée au Tchad (AEPT) a dès lors appelé ses membres à suspendre pendant 15 jours à partir du 6 décembre 2006 leur parution « en protestation de l'escalade observée par le gouvernement à travers la prorogation de la censure préalable pour six mois ».

L'Union des radios privées du Tchad a elle aussi observée trois journées silence radio. En vain. Faute de mieux, les lecteurs et auditeurs des médias privés s'accrochent à cette situation en attendant que les choses reviennent à la normale.

/ LG / IPP /

> Grands Lacs : « Regards croisés » : une émission régionale pour un dialogue renouvelé

Radio Isanganiro (Bujumbura), Contact FM (Kigali) et Radio Maendeleo (Bukavu) ont procédé au lancement de leur émission régionale « Regards croisés », dédiée à la consolidation du processus de paix en cours dans la région grâce à un débat renouvelé entre les populations des trois pays.

La première émission, réalisée le 30 décembre 2006 par Isanganiro, en partenariat avec Contact FM et Maendeleo, fut dédiée à la genèse de la Conférence internationale pour la paix et la Sécurité dans les Grands Lacs initiée par Les Nations Unies. La prochaine émission sera produite par la radio rwandaise, en lien avec ses consœurs burundaise et congolaise, et abordera les conclusions du Sommet des Chefs d'Etats tenus à Nairobi les 13 et 14 décembre 2006.

Le principe de cette émission mensuelle, diffusée le dernier samedi du mois, est de faire intervenir, à travers ces trois radios, des experts des trois pays sur une problématique commune, de les enrichir par des reportages de terrain et les appels en direct du public burundais, rwandais et congolais. L'initiative portée par les trois radios est soutenue par l'Institut Panos Paris. Une autre émission transfrontalière à téléphone ouvert, « Génération grands Lacs », dédiée aux jeunes de la région est produite tous les samedis par ces trois radios et Radio Salus (Rwanda) avec l'appui de Search for Common Ground. Ces deux émissions transfrontalières espèrent contribuer à la circulation des idées et à une meilleure connaissance des citoyens dans la région des Grands Lacs.

/ DSS / IPP /

> haut

5. @ découvrir, à lire

Site internet

> Afrique centrale : Radio for peacebuilding édite de nouveaux guides

L'édition par Radio for peacebuilding de nouveaux guides, en français et en anglais, donne l'occasion d'aller faire un tour sur le site de ce programme, lancé par l'ONG Search for Common Ground. Un site qui s'annonce comme « un outil interactif et efficace à l'intention des professionnels de la radio en Afrique - et ailleurs », dont l'objectif est de « disséminer le matériel et l'expérience développés par les professionnels radio au cours du projet (manuels de formation et programmes audio), et d'interagir avec [eux] de manière constructive. »

Une partie du site est en accès libre, une autre demande une inscription, notamment pour l'accès aux manuels (mais certains de ceux-ci sont accessibles dans la rubrique « biblio »). Intéressant : le site se décline en 4 langues : anglais, français, swahili et haoussa, mais les deux dernières contiennent des pages non traduites.

Accéder aux nouveaux guides demande une inscription (« gratuite et facile », nous dit-on). Ces documents s'adressent principalement aux personnes qui participent à la réalisation d'un talk-show radiophonique dans une région ou un pays connaissant un conflit. Chaque chapitre commence par un court résumé reprenant les principales idées et concepts développés.

Un site utile, à la fois pour réfléchir au rôle du journalisme face au conflit (même si d'autres conceptions que celles de *Radio for peacebuilding* existent), et pour travailler concrètement.

Contact

Courriel : radiopeaceafrica@sfcg.be

Site web : www.radiopeaceafrica.org

/ AL / Infosud /

Publication

> RDC : La revue du droit congolais des médias présentée à Kinshasa

« *Revue du droit des médias : République démocratique du Congo* ». C'est le titre d'une compilation expliquée de différents textes de lois régissant le secteur des médias en RDC. Elle vient d'être publiée par le programme médias d'Afrique australe de la Fondation Konrad Adenauer (FKA). Cet ouvrage de 61 pages écrit par Justine White, juriste sud-africaine, et M. Daddy Bujitu a été présenté le 12 décembre à Kinshasa.

La compilation de différents textes régissant les médias en RDC concerne notamment la loi organique de la HAM, la loi portant exercice de la liberté de presse, l'ordonnance-loi portant statut des journalistes, le code pénal...

Plutôt qu'une simple compilation, les auteurs ont opté pour une analyse des textes en question, relevant les avantages et les lacunes. La grille établie pour la loi portant exercice de la liberté de presse, par exemple, part de la date d'entrée en vigueur de la loi, analyse son but, le secteur des médias régi, les dispositions clés de la loi, son champ d'application, la sanction en cas de violation et l'organe chargé de les appliquer, les dispositions limitant le droit de propriété des médias... Une analyse qui permet aux journalistes, à qui cet ouvrage est destiné en priorité, de connaître leurs droits et obligations.

/ FB / IPP /

> haut

6. Agenda

> Afrique : un prix pour le journalisme d'enquête

Un prix de journalisme, appelé Global Shining Light, récompense les auteurs de journalisme d'enquête dans les pays en développement et ceux dits en transition. D'un montant de 1000 dollars canadiens (850 \$US), il ouvert à tous les journalistes, équipes de journalistes et médias dont le reportage d'enquête indépendant a été radiodiffusé ou publié entre le 1er janvier et le 31 décembre 2006. Les reportages admissibles doivent avoir mis au jour une question, un méfait ou un système de corruption qui a affecté gravement le bien commun, et avoir été réalisés malgré les risques d'arrestation, d'emprisonnement, de violence, de menaces ou d'intimidation.

Les candidatures doivent arriver au plus tard le 16 février 2007 à :

Sandra Bartlett,
CBC National Radio News, Room 3B200C,
C.P. 500, Station A
Toronto ON, M5W 1E6, Canada.

Pour plus de détails, consulter le site <http://tinyurl.com/ybkhf8>

/ AL / Infosud /

> Afrique : l'Open Society Institute cherche un rédacteur d'étude

L'*Open Society Institute* recherche un rédacteur en chef pour la réalisation d'une étude sur la radiodiffusion comme service public dans les pays d'Afrique sub-saharienne. Il s'agit d'une initiative conjointe de son Projet de gouvernance, de surveillance et de défense de l'Afrique (AfriMAP) et du Network Media Program (NMP).

Le rédacteur en chef aura la charge de la direction intellectuelle et pratique de l'étude, qui débouchera sur la production d'un rapport. Au départ, le poste pourrait être à temps partiel, pour devenir graduellement à temps plein, jusqu'à la fin du projet, qui devrait durer entre deux et trois ans. Le poste peut être basé dans l'un des lieux du réseau de l'OSI, de préférence à Johannesburg ou à Londres. La date de clôture pour poser sa candidature est le 2 février 2007.

Pour plus de détails, consulter le site www.afrimap.org/employment.php

/ AL / Infosud /

> Kenya : Sessions de formation à Radio Waumini proposées à tous les journalistes africains

Trois sessions de formation de douze semaines sont organisées à radio Waumini (Nairobi, Kenya). Elles sont ouvertes à tous les journalistes africains ayant déjà une certaine expérience des médias.

Les cours sont dispensés en anglais et portent sur l'écriture de l'information pour la radio, les techniques d'enregistrement du son, le droit des médias...

Les inscriptions sont déjà ouvertes !

Dates des différentes sessions

- Du 4 février au 27 avril 2007
- Du 6 mai au 27 juillet 2007
- Du 3 septembre au 16 novembre 2007

Tarifs

- Coût de l'inscription : Ksh, 1,000.00 ou USD 15.00
- Coût des cours pour les 12 semaines : Ksh. 60,000.00 ou USD 850.00
- Coût du logement pour la durée de la formation : Ksh. 84,000.00 ou USD 1,200.00

Renseignements

Antony

Tél. +254-20-8560443, +254-20-3000883

Courriel : tony.wafula@gmail.com

/ AL / Infosud /

> Rwanda : Projet de renforcement des capacités des journalistes

Sur financement de l'Union européenne, la LDGL (Ligue des Droits de la personne dans la région des Grands Lacs) lance au Rwanda, à partir de février 2007, une série de séances de formations à l'intention de 100 journalistes rwandais de tous les médias : la presse écrite, la radio et la télévision. Les bénéficiaires seront formés sur le journalisme judiciaire et sur les institutions démocratiques. Après, un concours annuel récompensera les journalistes qui se seront distingués dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratie à travers les publications de leurs médias respectifs.

Pour plus d'informations, consulter le site www.ldgl.org

/ VN / Infosud /

> haut

7. Les nouvelles de l'Institut Panos Paris

> Burundi : Rencontre des associations des femmes des médias des Grands Lacs

Un atelier régional sur le thème « *Images de Femmes : les femmes journalistes peuvent-elles contribuer à changer les représentations dans les médias des Grands Lacs ?* » a rassemblé à Bujumbura une trentaine de femmes venues du Rwanda, du Burundi et de la République Démocratique du Congo (Bukavu, Lubumbashi et de Kinshasa).

La rencontre a permis un échange d'expériences entre les associations de femmes des médias des trois pays - l'AFJO, l'Arfem, l'Afem/SK, l'Afemek, l'Ucofem - sur trois thèmes : la place des femmes dans les organes de presse dans chacun des trois pays, les violences faites aux femmes et la représentation de celles-ci dans les médias.

Après des exposés et des débats en plénière, trois commissions ont travaillé à la formulation d'actions à réaliser prochainement. Trois activités prioritaires au niveau régional ont été retenues :

- La réalisation d'une étude sur la situation des femmes dans les médias en RDC, au Burundi et au Rwanda. Il s'agira de compléter les travaux réalisés en amont de cet atelier par les associations de femmes en vue d'engager des actions de lobbying et de plaidoyer.
- L'organisation d'une formation des journalistes sur le traitement de l'information en rapport avec les violences faites aux femmes.
- L'organisation d'un atelier sur des reportages conjoints sur l'engagement des femmes dans le processus de paix dans la région des Grands Lacs afin de valoriser les initiatives positives des femmes sur le terrain.

Cette première rencontre des associations de femmes des trois pays de la région s'inscrit dans le travail de structuration et de mise en réseau que l'Institut Panos Paris initie depuis plusieurs années avec les organisations de professionnels des médias au Rwanda, au Burundi et en RDC, notamment dans le cadre de son projet « Médias des Grands Lacs au service de la consolidation de la paix et de l'Etat de droit » soutenu par les coopérations suédoises, suisse et Cordaid.

/ DSS / IPP /

> Burundi : Atelier thématique de formation et de sensibilisation des journalistes sur le VIH/SIDA

Du 14 au 16 novembre 2006, s'est tenu à Bujumbura un atelier destiné aux journalistes soucieux d'améliorer leurs connaissances sur l'épidémie du SIDA. Son objectif était de rendre les participants à même de produire à leur tour des émissions de qualité susceptibles d'alerter la population sur les ravages de cette pandémie. La coordination de ces travaux était assurée par l'Institut Panos Paris, en collaboration avec l'Association burundaise des radiodiffuseurs.

20 journalistes, désignés par leurs radios respectives, ont ainsi bénéficié d'une formation de la part d'experts sur le VIH/SIDA. Ils se sont ensuite rendus sur le terrain pour effectuer des reportages. Dans la capitale Bujumbura, ils ont visité les malades dans trois grands hôpitaux et à l'intérieur du pays, ils sont allés en contact avec la population de la province de Bujumbura rural, frontalière avec la capitale. Ils ont ensuite visité deux autres provinces, Ngozi, au nord du pays, et Ruyigi, frontalière avec la Tanzanie, à l'est.

Ce contact avec la réalité du VIH/SIDA a mené les 20 journalistes à prendre davantage conscience des ravages de ce virus dans les zones rurales, qui perdent beaucoup de la main d'œuvre sur laquelle repose la survie de la population. Les reportages effectués sur le terrain ont commencé à être diffusés sur les radios et le plus suivi aura été celui qui a été entendu sur la radio nationale le samedi 25 novembre 2006 à destination des forces armées, une des catégories frappées durement par la pandémie du SIDA.

/ ET / IPP /

> Grands Lacs : Besoin de collaboration entre journalistes

Près de 50 professionnels des médias, venus du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo se sont réunis à Bujumbura les 8 et 9 décembre 2006 à l'invitation de l'Institut Panos Paris. Amenés à se pencher ensemble sur le

thème « Médias et citoyenneté dans la région des Grands Lacs », les participants ont pu à la fois partager avec leurs confrères des informations sur la situation des médias dans leurs pays et provinces respectives, exposer leurs difficultés et les contraintes dans lesquelles ils travaillent, mettre en avant les réussites et réalisations de leurs entreprises dans les processus actuels de reconstruction.

La première journée d'atelier a été l'occasion d'une réflexion sur la notion de citoyenneté, qui s'est récemment illustrée à travers les processus électoraux qui se sont déroulés dans les trois pays. Les professionnels des médias ont réfléchi à la manière dont les médias peuvent contribuer au renforcement du sentiment citoyen tant au plan national que régional, reconnaissant leur appartenance indéniable à un ensemble commun.

Le second jour, après avoir fait le point sur les processus de paix en cours dans la région, entre autres celui concrétisé par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, les journalistes des trois pays ont réfléchi aux dynamiques à insuffler ou à soutenir dans la région pour permettre de briser les barrières de l'incompréhension et de la méfiance. Les échanges ont été parfois vifs et empreints d'émotion, la guerre qui a ravagé la région ayant généré des souffrances multiples de part et d'autre des frontières. Toutefois, les journalistes ont reconnu la nécessité de poursuivre la mise en place d'espaces de collaboration, reconnaissant que « *les vaches ne peuvent pas vivre ensemble sans se donner des coups de cornes* ». Cette rencontre de Bujumbura était la quatrième organisée par l'Institut Panos dans le cadre d'un projet d'appui à l'implication des médias dans les processus de paix en cours dans la région des Grands Lacs, après celles de à Nairobi en 2002, Bagamoyo en 2004 et Bruxelles en 2005.

/ MSF / IPP /

> Grands Lacs : Des envoyés très spéciaux à Nairobi

À la veille de l'ouverture de la conférence interministérielle précédant le deuxième Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la région des Grands Lacs à Nairobi, une équipe plurinationale d'envoyés spéciaux provenant de médias burundais, rwandais et congolais a atterri dans la capitale kenyane. Ensemble, ces 17 journalistes de presse écrite et de radio ont couvert les débats, souvent animés, des délégués ministériels (les 11 et 13 décembre), puis l'adoption et la signature par les Chefs d'Etat (les 14 et 15 décembre) du Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans les Grands Lacs. Organisés en une rédaction conjointe, les envoyés spéciaux ont pu à la fois informer régulièrement leurs médias respectifs sur les acquis, enjeux et défis de cette étape cruciale de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs, mise en œuvre conjointement par les Nations Unies et l'Union africaine, et réaliser ensemble des productions communes à mettre à disposition de l'ensemble des médias de la région.

Durant 5 jours, les journalistes ont pu alimenter, en textes et en photographies, un blog hébergé sur le site de l'Institut Panos Paris (www.panosparis.org/blog/icgl). Ils ont également réalisé ensemble deux programmes radiophoniques portant sur les enjeux de la mise en œuvre du Pacte dans la région. Le travail de ces envoyés très spéciaux, encadrés par des formateurs de l'Institut Panos Paris, a été unanimement apprécié : le jour de la clôture du Sommet, leur blog a enregistré plus de 1.500 visites et les contenus produits par les journalistes congolais, burundais et rwandais ont été largement repris par des médias de la région. Conscients du fait que la construction de la paix et du développement dans la région constituait une préoccupation commune pour tous, les 17 reporters se sont épaulés mutuellement pour donner de cet événement politique majeur une vision à la fois diversifiée et complète, mettant en avant les points de vue de leurs trois pays d'origine dont l'histoire tumultueuse et meurtrière de ces dernières décennies est profondément liée. Leur travail de reportage conjoint a démontré une fois encore que, si la restauration de la paix dans les Grands Lacs nécessite forcément une approche régionale, les journalistes peuvent jouer un rôle important en établissant des ponts entre les populations des différents pays et en collaborant au delà des frontières.

/ MSF / IPP /

> RDC : Atelier de reportages conjoints dans les camps des déplacés de guerre

Un atelier de reportages conjoints réunissant 12 journalistes congolais, rwandais et burundais a été organisé par l'Institut Panos Paris du 11 au 18 décembre 2006 à Lubumbashi. La rencontre avait pour objectif de visiter un certain nombre de sites des déplacés de cette cité minière afin de se rendre compte de leurs conditions de vie. Au préalable, les participants ont suivi deux exposés théoriques, l'un portant sur la problématique des réfugiés dans toute la RD Congo et l'autre traitant de la même question dans la province du Katanga dont la ville de Lubumbashi est le chef-lieu. Pendant deux jours, les douze journalistes ont visité trois camps s'entretenant tour à tour avec les déplacés et les responsables des sites. Dans l'ensemble, le constat a été que la situation de ces réfugiés « intérieurs » est précaire : conditions d'hygiène déplorables, alimentation insuffisante, relations parfois difficiles avec la population environnante. Sept articles ont été rédigés et diffusés dans les médias locaux.

/ ET / IPP /

Comité de rédaction

> Direction

Pascal Berqué, Directeur du programme *Médias pluralistes pour la paix et la démocratie*, Institut Panos Paris, pascal.berque@panosparis.org

> Coordination et diffusion

Domitille Duplat-Saunier, Responsable du programme *Médias pluralistes pour la paix et la démocratie*, Institut Panos Paris, domitilled@panosparis.org

Marie-Pierre Liénard, Chargée de communication, Institut Panos Paris, mariepierre@panosparis.org

> Secrétariat de rédaction

Infosud

66, rue Coenraets

1060 Bruxelles - Belgique

Tél. +32 (0)2 535.06.64 ; +32 (0)2 535.06.67 – Fax +32 (0)2 535.06.80

Courriel : infosud@skynet.be

Site web : www.infosud-belgique.info



> Correspondants

Burundi : Edmond Toyi

Cameroun : Joel Wadem

Centrafrique : Sylvie Jacqueline Benguéré

Congo : Annette Kouamba

Gabon : Achille Ngoma

Guinée Équatoriale : Rodrigo Angue Nguema

République démocratique du Congo : Valère Odio (Bandundu), Michel Aveledi (Bas Congo), Gabriel-Bernard Ohanu (Equateur), Anne-Marie Kasenga (Kasaï Occidental), Innocent-Prosper Mbumba (Kasaï Oriental), Frank Baku (Kinshasa), Doudou Solol (Katanga), Dieudonné Malékéra (Sud-Kivu), Shabani Mwanaomba (Maniema), Patient Ndoole (Nord Kivu), Flory Ngongo (Province Orientale)

Rwanda : Venant Nshimyumurwa

Tchad : Laoro Gondjé

> Mise en forme

Chantal Fitoussi, Conceptrice-réalisatrice internet

www.chantalfitoussi.net

> Contact et diffusion

Institut Panos Paris - 10, rue du Mail - 75002 Paris (France)

Tél. (331) 40 41 05 50 - Fax (331) 40 41 03 30

Email : communication@panosparis.org

Partenaire et soutien

